

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL EN 2016

Une année avec une perte nette d'emplois dans un contexte de baisse persistante du taux d'activité

La situation du marché du travail en 2016 a continué à être marquée par la persistance à la baisse des taux d'activité et d'emploi. Ainsi, avec 11 747 000 personnes en 2016, la population active âgée de 15 ans et plus a baissé, entre les années 2015 et 2016, de 0,7% au niveau national (-0,3% en milieu urbain et -1,1% en milieu rural). La population en âge d'activité s'est accrue, quant à elle, de 1,5%. De ce fait, le taux d'activité est passé de 47,4% à 46,4%, marquant une diminution de 1 point. Le taux d'emploi a, quant à lui, reculé de 0,8 point pourcentage au niveau national, passant de 42,8% à 42%, de 0,5 point pourcentage en milieu urbain et de 1 point pourcentage en milieu rural, passant respectivement de 35,4% à 34,9% et de 54,4% à 53,4%.

Dans ce contexte, l'économie nationale a perdu 37 000 postes nets d'emplois, résultant d'une hausse de 26 000 en milieu urbain et d'une perte de 63 000 en milieu rural, contre une création annuelle moyenne de 27 000 emplois durant les années 2014-2015 et 95 000 durant la période 2008-2013. Le volume global de l'emploi est ainsi passé de 10 679 000 personnes en 2015 à 10 642 000 en 2016.

Cette perte d'emploi est le fait de la création de 126 000 postes d'emploi rémunérés, dont 25 000 en milieu urbain, et la perte de 163 000 postes non rémunérés, en totalité enregistrés en milieu rural.

Une création nette d'emploi dans tous les secteurs à l'exception de l'agriculture

Avec un accroissement de 0,9%, le volume d'emploi dans les "services" s'est accru de 38 000 postes au niveau national, dont environ 29 000 dans la branche des "services personnels et domestiques" et 8 000 dans le "commerce de détail hors magasin", après une création annuelle moyenne de 109 000 postes au cours des années 2011-2013 et 37 000 postes au cours des années 2014-2015.

Après une perte moyenne de 35 000 postes d'emploi par an durant les années 2012 et 2013 et une stagnation en 2014, le secteur des BTP a créé 36 000 emplois (+3,6% du volume de l'emploi du secteur) en 2016, soit le double de ce qu'il a créé en 2015.

De son côté, après avoir perdu en moyenne annuelle 22 000 postes durant la période 2009-2014, le secteur de l'industrie y compris l'artisanat a également connu une reprise en 2015 avec la création de 15 000 postes, puis de 8 000 en 2016, soit 0,6% du volume de l'emploi du secteur. Ces nouveaux postes proviennent particulièrement de la branche du "travail du bois et fabrication d'articles en bois" qui en a créé 6000 (75%) bénéficiant de la reprise de l'activité dans les BTP.

En revanche, après une création de 58 000 postes en 2013 et de 16 000 en 2014, le secteur de l'agriculture, forêt et pêche a connu, en raison de mauvaises campagnes agricoles, la perte de 32 000 postes d'emploi en 2015, puis de 119 000 en 2016, ce qui correspond à une baisse de 2,9% du volume d'emploi du secteur.

Un chômage en baisse et un sous-emploi en hausse

Avec une baisse de 43 000 personnes, 45 000 en moins en milieu urbain et 2 000 en plus en milieu rural, le nombre de chômeurs est passé, entre 2015 et 2016, de 1 148 000 à 1 105 000 personnes. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 9,7% à 9,4% au niveau national, de 14,6% à 13,9% en milieu urbain et de 4,1% à 4,2% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les adultes âgés de 35 à 44 ans (-0,7 point) et les détenteurs d'un diplôme (-0,4 point) qui restent, cependant, respectivement 135 000 et 854 000 chômeurs. Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a, toutefois, enregistré une hausse de 1,7 point pourcentage au niveau national, 2 points pourcentages en milieu urbain et 1 point pourcentage en milieu rural portant leur volume à 392 000 au niveau national, 283 000 dans les villes et 109 000 dans les campagnes.

Le volume des actifs occupés en situation de sous-emploi a augmenté, entre 2015 et 2016, de 1 154 000 à 1 202 000 personnes au niveau national, de 533 000 à 556 000 personnes dans les villes et de 621 000 à 646 000 dans la campagne. Le taux de sous-emploi est ainsi passé de 10,8% à 11,3% au niveau national, de 9,9% à 10,2% dans les villes et de 11,8% à 12,4% dans la campagne.

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	ANNEE 2015			ANNEE 2016		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population en âge d'activité	15 263	9 702	24 965	15 559	9 772	25 331
Taux d'activité	6 326	5 501	11 827	6 307	5 440	11 747
Taux de féminisation de la population active	21,7	33,3	27,1	21,2	32,3	26,3
Taux d'activité	41,4	56,7	47,4	40,5	55,7	46,4
— Selon le sexe						
• Hommes	67,3	78,2	71,5	66,3	77,9	70,8
• Femmes	17,4	36,6	24,8	16,6	34,9	23,6
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	21,6	41,4	30,5	20,4	38,6	28,5
• 25 - 34 ans	58,1	65,6	61,1	57,2	64,8	60,3
• 35 - 44 ans	55,9	68,3	60,3	56,2	67,5	60,2
• 45 ans et plus	35,3	57,7	43,2	33,9	57,3	42,1
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	35,6	59,0	47,5	35,1	58,3	46,9
• Ayant un diplôme	46,4	49,7	47,2	45,0	48,2	45,7
Population active occupée	5 402	5 277	10 679	5 428	5 214	10 642
-Taux de féminisation des actifs occupés	19,9	34,0	26,8	19,2	32,9	25,9
Taux d'emploi	35,4	54,4	42,8	34,9	53,4	42,0
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. dont :	96,5	59,2	78,1	96,5	61,9	79,5
— Salariés	68,8	43,5	59,3	68,1	43,4	58,7
— Auto-employés	31,2	56,5	40,7	31,9	56,6	41,3
Population active occupée sous employée	533	621	1 154	556	646	1 202
Taux de féminisation des sous employés	21,6	11,7	16,3	18,8	9,6	13,9
Taux de sous-emploi	9,9	11,8	10,8	10,2	12,4	11,3
CHOMAGE						
Population active en chômage	924	224	1 148	879	226	1 105
Taux de féminisation de la population active en chômage	32,2	16,8	29,2	33,7	18,5	30,6
Taux de chômage	14,6	4,1	9,7	13,9	4,2	9,4
— Selon le sexe						
• Hommes	12,6	5,1	9,4	11,7	5,0	8,9
• Femmes	21,7	2,1	10,5	22,1	2,4	10,9
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	39,0	9,3	20,8	41,0	10,3	22,5
• 25-34 ans	21,1	4,6	13,9	20,1	5,0	13,5
• 35-44 ans	7,6	2,6	5,6	6,4	2,4	4,8
• 45 ans et plus	4,5	1,3	3,0	4,1	1,1	2,7
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,3	2,3	4,1	6,5	2,2	3,8
• Ayant un diplôme	19,5	10,5	17,3	18,8	10,9	16,9

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



Repères statistiques

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Enquête de conjoncture auprès des ménages 4 ^{ème} trimestre 2016.....	3
Situation du marché du travail en 2016.....	4

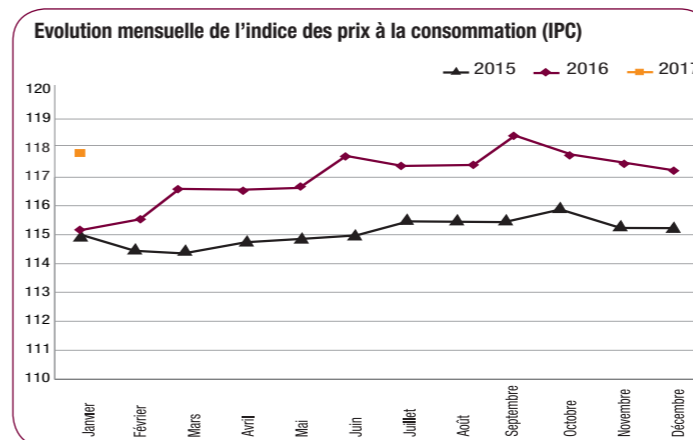
BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de janvier 2017, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,4% de l'indice des produits non alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,1% au cours du mois de janvier 2017.



VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2016	JANV. 2017	VAR. %	2016	2017	VAR. %
Produits alimentaires	126,7	126,7	0,0	123,2	126,7	2,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	126,9	126,9	0,0	123,3	126,9	2,9
Boissons alcoolisées et tabac	122,7	122,7	0,0	122,7	122,7	0,0
Produits non alimentaires	111,0	111,4	0,4	109,6	111,4	1,6
Articles d'habillement et chaussures	114,9	115,1	0,2	114,0	115,1	1,0
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	114,2	114,9	0,6	113,7	114,9	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,4	109,6	0,2	108,9	109,6	0,6
Santé	104,6	104,6	0,0	104,3	104,6	0,3
Transport	109,9	110,9	0,9	107,0	110,9	3,6
Communication	59,4	59,4	0,0	59,5	59,4	-0,2
Loisirs et culture	98,7	98,6	-0,1	97,0	98,6	1,6
Enseignement	145,5	145,5	0,0	141,4	145,5	2,9
Restaurants et hôtels	127,1	127,1	0,0	124,0	127,1	2,5
Biens et services divers	114,5	114,6	0,1	114,1	114,6	0,4
Indice général	117,5	117,7	0,2	115,3	117,7	2,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MOYEN MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2016	JANV. 2017	VAR. %	2016	2017	VAR. %
Agadir	115,4	115,6	0,2	113,1	115,6	2,2
Casablanca	120,2	120,2	0,0	118,0	120,2	1,9
Fès	117,8	118,1	0,3	115,3	118,1	2,4
Kénitra	116,5	116,4	-0,1	114,1	116,4	2,0
Marrakech	117,9	118,4	0,4	115,2	118,4	2,8
Oujda	115,4	115,8	0,3	113,9	115,8	1,7
Rabat	115,5	115,9	0,3	113,3	115,9	2,3
Tétouan	116,4	117,3	0,8	114,3	117,3	2,6
Meknès	119,9	120,2	0,3	118,6	120,2	1,3
Tanger	119,3	119,5	0,2	117,4	119,5	1,8
Laâyoune	116,9	117,3	0,3	114,7	117,3	2,3
Dakhla	118,1	118,3	0,2	115,6	118,3	2,3
Guelmim	116,1	116,2	0,1	114,2	116,2	1,8
Settat	116,7	117,6	0,8	113,9	117,6	3,2
Safi	113,2	112,8	-0,4	110,0	112,8	2,5
Beni-Mellal	116,6	116,5	-0,1	113,4	116,5	2,7
Al-Hoceima	117,3	117,8	0,4	114,9	117,8	2,5
Ensemble	117,5	117,7	0,2	115,3	117,7	2,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de janvier de l'année 2017, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Tétouan et Settat avec 0,8%, à Al-Hoceima et Marrakech avec 0,4%, à Fès, Oujda, Rabat, Meknès et Laâyoune avec 0,3% et à Agadir, Tanger et Dakhla avec 0,2%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Safi avec 0,4% et à Kénitra et Beni-Mellal avec 0,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JANVIER/JANVIER (1)	LES DOUZE DERNIERS MOIS (2)
2015	1,6	0,5
2016	0,3	1,4
2017	2,1	1,8

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2014/2015	2015/2016	VAR.%
Agriculture			
Production des quatre principales céréales (en 1000 Qx)			
Blé dur	24 067	8 750	-63,6
Blé tendre	56 582	18 561	-67,2
Orge	33 938	6 199	-81,7
Maïs

Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL).

	2015	2016*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	29 715	30 574	2,9
Mines			
Production des phosphates (milliers de T)	26 264	26 929	2,5
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	14 251	14 151	-0,7

Sources : OCP, ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	2015*	2016*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	325 112	334 670	2,9
Biens	181 783	184 708	1,6
Services	143 329	149 962	4,6
dont : voyages	61 150	63 240	3,4
Importations	402 549	441 331	9,6
Biens	325 248	358 141	10,1
Services	77 301	83 190	7,6
Solde commercial	-77 437	-106 661	
Taux de couverture (en %)	80,8	75,8	
Recettes M.R.E.	60 157	62 205	3,4

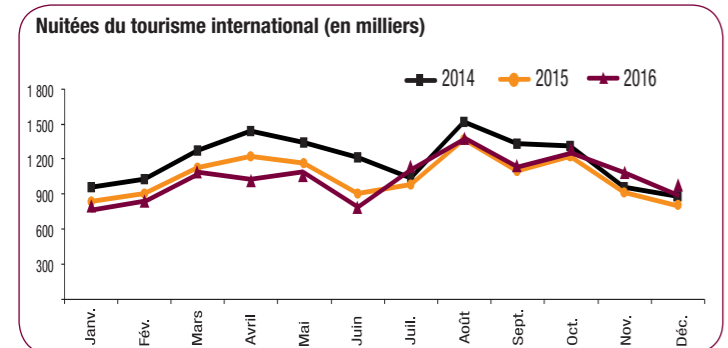
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	2015	2016	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	18 424	19 250	4,5
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	12 525	12 702	1,4

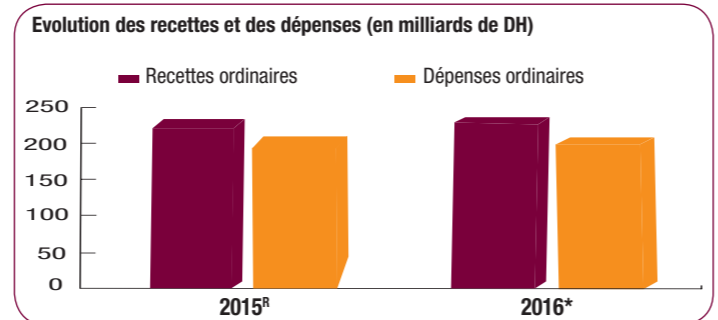
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Recettes ordinaires	233 553	241 167	3,3
Dépenses ordinaires	200 820	200 581	-0,1
Dettes publiques	27 291	27 100	-0,7
Investissement	58 691	62 752	6,9
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-15 210	-18 396	
Déficit / Excédent global	-41 168	-40 562	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

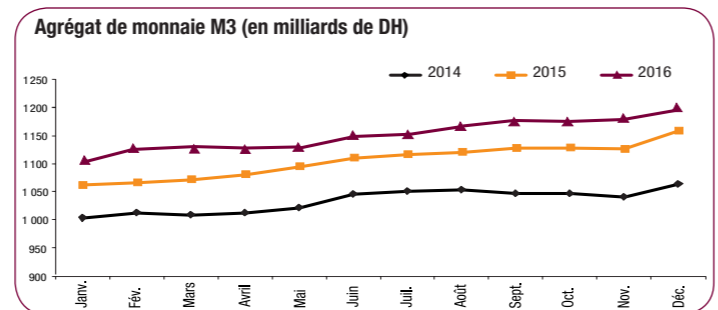


Monnaie

(En millions de dirhams)	2015 ^R	2016*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 148 039	1 205 770	5,0
Agrégats de placements liquides	545 179	586 793	7,6
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 148 039	1 205 770	5,0
Créances sur l'économie	904 174	962 050	6,4
Créances nettes sur l'administration centrale	147 974	145 123	-1,9
Réserves Internationales Nettes	224 607	251 868	12,1
Ressources à caractère non monétaire	169 200	190 557	12,6
Autres contreparties de M3	40 483	37 285	-7,9

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	2015 ^R	2016*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	52 091,41	72 736,56	39,6
Capitalisation boursière (en millions de DH)	453 316	583 380	28,7
Indice MASI	8 925,71	11 644,22	30,5
Indice MADEX	7 255,21	9 547,25	31,6
O.P.C.V.M.	27 Janv. 2017	24 Fev. 2017	VAR.%
Nombre	425	425	-
Actifs nets (en millions de DH)	375 290	380 707	1,4

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Quatrième trimestre 2016

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent, globalement, que le moral des ménages a légèrement baissé au quatrième trimestre.

L'indice de confiance des ménages (ICM) est ainsi passé à 73,5 points, au lieu de 73,8 points un trimestre auparavant et de 71,1 points le même trimestre de l'année précédente.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Les composantes de l'ICM portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

Niveau de vie des ménages : anticipation d'une amélioration

Au quatrième trimestre, le solde d'opinion sur l'évolution passée du niveau de vie est resté négatif, à moins 17,5 points, au lieu de moins 17,4 points le trimestre précédent et de moins 13,8 points une année auparavant. Globalement, 44,2% des ménages déclarent une dégradation du niveau de vie et 26,7% une amélioration.

Au cours des 12 prochains mois, 31,3% des ménages s'attendent à une dégradation du niveau de vie, 39,7% à un maintien au même niveau et 28,9% à une amélioration. Le solde d'opinion passe ainsi à moins 2,4 points, au lieu de moins 7,1 points le trimestre précédent et moins 8,1 points une année auparavant.

Perception moins négative du chômage

Au quatrième trimestre de 2016, 75,3% contre 85,5% des ménages s'attendent à une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté négatif, à moins 66,8 points, en amélioration par rapport au trimestre précédent où il était à moins 70,6 points et en détérioration par rapport au même trimestre de l'année précédente où il a enregistré moins 64,1 points.

Une conjoncture toujours perçue comme peu propice à l'achat de biens durables

Au quatrième trimestre de 2016, 60,9% contre 17,9% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour effectuer des achats de biens durables. Le solde d'opinion relatif à cette composante est resté négatif, passant à moins 43,0 points, après avoir été de moins 37,5 points le quatrième trimestre de 2015 et moins 40,5 points le trimestre précédent.

Les ménages perçoivent une détérioration de leur situation financière actuelle et s'attendent à son amélioration

Au quatrième trimestre de 2016, 59,7% des ménages estiment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, 34,5% déclarent s'endetter ou puiser dans leur épargne et 5,8% affirment épargner une partie de leur revenu. Le solde d'opinion relatif à la situation financière actuelle des ménages est resté ainsi négatif, à moins 28,7 points, avec une détérioration aussi bien par rapport au troisième trimestre que par rapport au quatrième trimestre de l'année dernière où il était respectivement de moins 25,8 points et de moins 25,7 points.

En évaluant l'évolution de leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 41,6% contre 8,3% des ménages considèrent qu'elle s'est dégradée. Cette perception reste ainsi négative, avec un solde d'opinion de moins 33,3 points, en deca des moins 27,0 points et moins 18,5 points enregistrés respectivement au trimestre précédent et au quatrième trimestre de 2015.

En revanche, le regard sur l'avenir de la situation financière des mêmes ménages demeure optimiste. Au cours des 12 prochains mois, 24,3% contre 17,8% des ménages s'attendent à une amélioration de leur situation financière. Le solde d'opinion est resté ainsi positif à 6,5 points, contre 5 points le trimestre précédent et 7,6 points enregistrés une année auparavant.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la conjoncture

L'enquête fournit également des données trimestrielles sur la perception des ménages relatives à d'autres aspects des conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité des ménages à épargner et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

Perception toujours pessimiste de la capacité future des ménages à épargner

Au quatrième trimestre de 2016, seuls 15,6% des ménages s'attendent à épargner au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté ainsi négatif, à moins 68,7 points, après avoir été de moins 67,9 points le trimestre passé et de moins 69,2 points une année auparavant.

Attente d'une hausse moins prononcée des prix des produits alimentaires

Au quatrième trimestre de 2016, 87,7% des ménages estiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois au moment où seuls 0,4% ont ressenti une diminution. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, à moins 87,3 points, après avoir été de moins 87,7 points le trimestre précédent et de moins 85,4 points une année auparavant.

Au cours des 12 prochains mois, les prix des produits alimentaires devraient continuer à augmenter selon 78,5% des ménages. Seuls 1,2% s'attendent à une baisse des prix de ces derniers. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, se situant à moins 77,3 points, au lieu de moins 77,9 points enregistrés un trimestre auparavant et moins 75,2 points une année passée.

Evolution d'autres indicateurs de la perception par les ménages de la conjoncture

En plus des indicateurs trimestriels, le HCP calcule à la fin de chaque année le solde relatif à la perception par les ménages de certaines composantes de leur environnement dont la variabilité n'est pas significative d'un trimestre à l'autre. Il s'agit de l'évolution, entre 2015 et 2016, de l'opinion des ménages sur la situation des droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la qualité de certains services publics.

Situation des droits de l'Homme : ressenti d'une détérioration

En 2016, 53,4% des ménages pensent que la situation des droits de l'Homme au Maroc s'est améliorée et 14,8% considèrent qu'elle aurait régressé. Le solde relatif à cet indicateur, a atteint une valeur positive de 36,4 points enregistrant, néanmoins, une dégradation par rapport à son niveau de 2015 où il était de 47,3 points.

Qualité des prestations administratives : sentiment d'une amélioration

En 2016, les ménages sont un peu plus nombreux, à percevoir une amélioration de la qualité des prestations administratives (55,5%) contre 18,8% qui pensent le contraire. Le solde qui résume cette opinion s'est amélioré entre 2015 et 2016 passant de 34,8 points à 36,7 points.

Qualité de l'environnement : opinion moins positive

Le solde d'opinion des ménages sur l'évolution de la qualité de la situation en matière de protection de l'environnement a atteint 24,7 points en 2016 en légère détérioration par rapport à 2015 où il était de 24,9 points.

Services de l'enseignement : sentiment d'une forte dégradation

En 2016, seuls 22,3% des ménages ont ressenti une amélioration de la qualité des services de l'enseignement, 42,9% pensent qu'elle s'est plutôt détériorée. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur a atteint ainsi son niveau le plus bas enregistrant moins 20,6 points.

Services de santé : persistance d'une détérioration

En 2016, 13,6% des ménages pensent que les prestations sanitaires se sont améliorées, 56,6% affirment qu'elles se sont plutôt détériorées. Le solde négatif de cet indicateur s'est ainsi détérioré entre 2015 et 2016 passant de moins 36,4 points à moins 43,0 points.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2014				2015				2016			
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4
Indice de confiance des Ménages	74,1	74,0	73,1	71,6	73,7	76,1	76,3	77,1	71,6	75,7	73,8	73,5
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-69,1	-66,5	-68,8	-68,0	-65,2	-67,1	-66,2	-64,1	-67,7	-69,0	-70,6	-66,8
Evolution passée du niveau de vie en général	-18,1	-17,7	-17,4	-16,5	-14,1	-12,8	-15,1	-13,8	-22,9	-15,2	-17,4	-17,5
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	-11,4	-13,1	-13,1	-12,7	-8,8	-7,3	-7,7	-8,1	-14,2	-7,6	-7,1	-2,4
Opportunité d'achat	-31,3	-28,9	-33,1	-38,1	-37	-36,0	-34,2	-37,5	-40,2	-34,8	-40,5	-43,0
Situation financière actuelle des ménages	-31,3	-29,7	-28,3	-30,6	-32,4	-28,0	-25,1	-25,7	-27,2	-23,0	-25,8	-28,7
Evolution passée de la situation financière des ménages	-21,3	-23,3	-25,8	-29,2	-27,0	-20,2	-20,8	-18,5	-27,4	-22,8	-27,0	-33,3
Evolution future de la situation financière des ménages	1,2	-2,7	-1,5	-3,9	0,1	4,2	3,3	7,6	1,2	2,3	5,0	6,5
Autres soldes												
Evolution future des prix des produits alimentaires	-77,6	-78,0	-76,9	-77,2	-77,2	-75,6	-75,3	-75,2	-79,3	-77,3	-77,9	-77,3
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-89,4	-84,1	-81,8	-84,5	-87,2	-85,3	-84,3	-85,4	-85,5	-87,9	-87,7	-87,3
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-66,6	-70,2	-74	-71,1	-69,8	-67,4	-70,6	-69,2	-69,7	-66,6	-67,9	-68,7

Source : Haut-Commissariat au Plan, Direction de la Statistique, (Enquête de conjoncture auprès des ménages).